

Le mouvement des étudiants et enseignants ne faiblit pas

Une semaine après la précédente manifestation, ils étaient plus de 500 hier dans les rues de Boulogne à dénoncer l'actuelle réforme de l'université.

PAR VIRGINIE ÉNÉE
 boulogne@lavoixdunord.fr

Un brassard blanc sur le bras. Dessus, un message : « C'est écrit Université littorale avec le dessin d'un petit cercueil », décrypte cet étudiant en tête de cortège avant d'ajouter que « ça résume bien l'idée. » Cette idée, justement, ils sont 550 à être venus la dénoncer en battant le pavé boulognais hier matin. Étudiants de l'université, surtout, enseignants chercheurs et de plus en plus d'étudiants de l'IUFM, l'Institut de Formation des maîtres.

Nombreux griefs

Et la liste des griefs est à l'image de cette foule hétéroclite : la masterisation (fait de ne rendre accessibles des concours qu'à bac + 5, alors qu'ils étaient ouverts à des étudiants de bac + 3 ou +4 jusqu'à lors), le problème de financement qu'engendrerait l'autonomie des universités, le statut des enseignants chercheurs, la suppression des IUFM... Alors ils



La mobilisation étudiante ne s'est pas dégonflée hier, rejointe par les étudiants de l'IUFM d'Outreau.

s'étaient tous donnés rendez-vous rue Saint-Louis, à 9 h 30, pour un grand tour du centre ville. Et seulement une semaine après la précédente manifestation, ils étaient encore un peu plus nombreux.

« Non, non, non à cette réforme bidon ; non, non, non à la privatisation ! » Le cortège chante à l'unisson. Dans les rangs, il y a Adrien, Bertille, Fanny et Justine. Tous en licence d'Histoire. « On a déjà fait les précédentes manifs et on restera mobilisés parce qu'on

Seulement une semaine après la précédente manifestation, ils étaient toujours aussi nombreux.

parle trop peu de la masterisation », regrettent-ils. Il y a aussi Joséphine, solidaire du mouvement mais dans le cortège uniquement « parce que la fac est fermée ce matin ». Présents également, le maire Frédéric Cuvillier, « en tant qu'élu, mais aussi en tant qu'universitaire. » Et le député Jack Lang, venu soutenir le mouvement « face à la politique assassine du gouvernement. » ■